

14 FEV. 2018

C1



Unité Territoriale  
des Hauts-de-Seine

Arrêté préfectoral DCPAT n° 2018-11 du 01 FEV. 2018 mettant en demeure la Société Clichy Energie Verte (CEVE) sise à Clichy-la-Garenne 21, rue Fournier, représentée par son Directeur, de respecter certaines conditions d'exploitation de l'arrêté préfectoral 2015-68 du 8 avril 2015.

LE PREFET DES HAUTS DE SEINE,  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

**Vu** le code de l'environnement, partie législative et réglementaire et notamment ses articles L511-1, L512-8, L514-5, L171-6, L171-8 ;

**Vu** le décret du 23 août 2016 portant nomination de Monsieur Pierre SOUBELET en qualité de Préfet des Hauts-de-Seine (hors classe) ;

**Vu** le décret du 22 août 2017 portant nomination de Monsieur Vincent BERTON, en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine (classe fonctionnelle I) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 22 juin 1971 autorisant la Société Distribution Chaleur Clichy à exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement sous le régime de l'autorisation ;

**Vu** le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Vu** le décret 2012-1304 du 26 novembre 2012 modifiant la nomenclature des installations classées ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 8 avril 2015 autorisant la Société Distribution Chaleur Clichy à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement sous le régime de l'autorisation sous les rubriques 2910/A/1, 2910/B/2 et 3110 ;

**Vu** l'arrêté MCI 2017-52 du 31 août 2017 portant délégation de signature à Monsieur Vincent BERTON Sous-Préfet, Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine ;

**Vu** la preuve de dépôt de changement d'exploitant datée du 1<sup>er</sup> juin 2016 et délivrée au bénéfice de la société Clichy Energie Verte (CEVE) ;

**Vu** le rapport du 18 octobre 2017 de l'inspection des installations classées, constatant le non-respect des conditions 2.5.1, 8.2.1 et 8.1.2 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2015 précité ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 18 octobre 2017, et la proposition faite au Préfet de prendre à son encontre un arrêté de mise en demeure et l'invitant à présenter d'éventuelles observations dans un délai de 15 jours ;

**Vu** le courrier du 3 novembre 2017 par lequel l'exploitant a transmis un mémoire en réponse ;

**Vu** la note du 18 décembre 2017 de l'inspection des installations classées constatant que les conditions 2.5.1 et 8.1.2 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2015 ne sont toujours pas respectées et proposant de mettre en demeure la société Clichy Energie Verte (CEVE), en application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'Environnement ;

**Considérant** qu'au regard des éléments transmis le 3 novembre 2017, la condition 8.2.1 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2015 est désormais respectée ;

**Considérant** qu'au regard des éléments transmis, la condition 2.5.1 et pour partie la condition 8.1.2 ne sont pas respectées, ce qui constituent les manquements suivants à l'arrêté préfectoral du 8 avril 2015 :

- **Condition 2.5.1** : l'exploitant est tenu de transmettre une fiche de déclaration d'incident du fait que le fonctionnement de son installation a été de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, en décembre 2016. Il y sera précisé les causes, les mesures mises en place pour y remédier sur le court et moyen terme, la procédure organisationnelle associée à la gestion de cet incident. L'exploitant joindra à la fiche d'incident, pour chaque jour de dépassement des valeurs limites, l'indice européen de pollution sur l'agglomération de Paris dû au(x) polluant(s) suivants : l'Ozone (O3), le Dioxyde d'Azote (NO2), les Particules (PM10) ;

- **Condition 8.1.2** : l'exploitant n'est pas en mesure de démontrer :

- a) que la procédure QAL 2 a été réalisée par un laboratoire agréé dans les six mois de la mise en service de l'installation ;

- b) que le test annuel de surveillance (AST) a été réalisé par un laboratoire agréé en 2016 et soit planifié pour l'année 2017 ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Clichy Energie Verte (CEVE) de respecter conditions de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2015, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine,

## ARRETE

### Article 1<sup>er</sup> :

La société Clichy Energie Verte (CEVE) sise 21 rue Fournier à Clichy-la-Garenne, représentée par son Directeur, est mise en demeure de se conformer aux conditions suivantes de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2015 :

- les dispositions de l'article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral 2015-68 du 08/04/2015 (NCN 2) en transmettant une fiche de déclaration d'incident du fait que le fonctionnement de son installation a été de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement, sous un délai d'un mois, à compter de la notification de l'arrêté ;
- les dispositions de l'article 8.1.2 de l'arrêté préfectoral 2015-68 du 08/04/2015 (NCN 4), en justifiant :

-que la procédure QAL 2 a été réalisée par un laboratoire agréé, sous un délai de trois mois à compter de la notification de l'arrêté ;

-de la réalisation du test annuel de surveillance et de la remise du rapport AST, sous un délai de onze mois à compter de la notification de l'arrêté ;

### Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales susceptibles d'être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 3 Délais et voies de recours :**

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication. Dans ce délai, cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

### **Article 4 Publication :**

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hauts-de-Seine, pendant une durée d'un mois.

Un affichage est effectué en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement.

Un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine.

### **Article 5 Exécution :**

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture des Hauts-de-Seine, Monsieur le Maire de Clichy-la-Garenne, Madame le Cheffe de l'Unité Territoriale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France, Monsieur le Directeur Territorial de la Sécurité de Proximité, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation,

*Le secrétaire général*

Vincent BERTON

Handwritten text, possibly a signature or name.

Handwritten text, possibly a date or reference.